



**Association des Archéologues du Québec**  
C.P. 322, Succursale Haute-Ville,  
Québec (Québec) G1R 4P8

## **Culture, nature... coupures et dévastation!**

L'Association des Archéologues professionnels du Québec est un organisme qui regroupe une centaine de professionnels œuvrant très majoritairement sur le territoire du Québec. L'organisme, d'ordinaire plutôt réservé et se concentrant sur son rôle de passerelle entre l'état et le milieu professionnel de l'archéologie, se sent aujourd'hui concerné, pour ne pas dire consterné et heurté, par la décision prise récemment par le gouvernement fédéral de supprimer l'expertise professionnelle, notamment à Québec, ville du patrimoine mondial de l'UNESCO, que Parcs Canada avait largement contribué à faire connaître et reconnaître internationalement.

C'est à partir des années 1970 que l'archéologie québécoise émerge de la noirceur grâce à la mise en place de différentes infrastructures universitaires, provinciales, mais aussi fédérales. Parcs Canada a érigé à Québec un centre de service dont des laboratoires de recherche, de conservation, de gestions et de documentation étaient essentiels pour soutenir la masse d'informations recueillies par trois générations d'archéologues institutionnels.

Suite à une opération comptable du gouvernement canadien découlant, selon nous, d'une interprétation étriquée de ce que représente le patrimoine, Parcs Canada a réalisé un exercice d'automutilation qui touche lourdement un personnel qualifié et dévoué. Plus encore, l'intégrité physique de notre patrimoine mobilier est menacée. Ce geste représente une atteinte à l'identité québécoise.

Nous ne pouvons que compatir devant l'inhumanité des coupes effectuées. Au Québec, ce sont plus de trois-cents professionnels qui seront mis à pied. Les drames humains vécus par ceux et celles qui voient leurs carrières momentanément figées nous attristent au plus haut point. Nous saurons bien rappeler aux élus, le moment venu, cette gestion dogmatique basée sur une méconnaissance et un manque de vision évident.

Parcs Canada a pris la décision inexplicable de centraliser toutes les collections dans la région d'Ottawa y compris celles, bien sûr, conservées au centre de Service de la Gare maritime à Québec. Cette décision, qui est empreinte d'une attitude coloniale, a spontanément soulevé l'indignation des archéologues et de tous ceux et celles qui sont sensibilisés à l'importance du patrimoine. L'état québécois, qui s'évertue depuis cinq ans à mettre en place une nouvelle loi du

patrimoine culturel, ne pourrait pas laisser ainsi spolier les témoignages de ses origines. Devant la réelle possibilité d'une confrontation entre le gouvernement central et celui du Québec, le gouvernement Harper a quelque peu retraité et indique maintenant que les collections d'artefacts et de témoins ethno-historiques ne quitteront pas le territoire québécois et seront entreposées (sic) sur la rive québécoise de l'Outaouais.

Cette précision désamorce un peu la possibilité de conflit entre Ottawa et Québec, mais demeure d'une dramatique injustice pour les régions du Québec, particulièrement la ville de Québec, qui se trouve ainsi dépouillée de sa propre culture matérielle. Est-il normal que les chercheurs s'intéressant aux collections liées à un joyau du patrimoine mondial doivent se rendre à plus de 400 kilomètres pour les consulter ou les étudier?

La disparition des Centres de service régionaux et la mise à pied des spécialistes réduiront l'accessibilité pour les étudiants aux stages, au travail saisonnier et à la formation d'un réseau national qui se faisait un devoir de communiquer les connaissances acquises sur notre patrimoine et qui fait l'envie de plusieurs pays.

On a réservé à nos collègues de Parcs Canada un bien triste sort. Ils ont réalisé des travaux sur des sites majeurs tels que les fortifications de la vallée du Richelieu, la redoute Dauphine, les fortifications de Québec, les Forts et Châteaux Saint-Louis, les Forges du Saint-Maurice, le Réseau des canaux du Canada, le Parc Forillon et le Fort Témiscamingue. Ils ont documenté un patrimoine unique, touchant notamment l'histoire militaire et la traite des fourrures. Les coupes sombres proposées par le gouvernement Harper risquent de placer, pour les générations futures, ce capital scientifique dans un état plus que précaire et sans normes de conservation adéquates.

Il va sans dire que l'Association des Archéologues professionnels du Québec désapprouve totalement cette gestion destructrice et espère qu'à titre de propriétaire et gestionnaire de ces lieux chargés d'histoire, le Gouvernement du Canada fera marche arrière et prendra ses responsabilités envers le patrimoine unique qui lui a été confié.

Marc Côté, Archéologue, Président

Geneviève Treyvaud, Archéologue, Vice-Présidente aux affaires courantes

Érik Phaneuf, archéologue, Vice président Éthique et Standards

Josée Villeneuve, archéologue, Secrétaire

Vincent Lambert, archéologue, Trésorier

André Miller, Archéologue, Administrateur

Andréanne Couture, Archéologue, Administratrice